



# Le programme logement de MACRON annonce de violentes attaques contre le droit au logement !



Comme en 2017, Macron a peu parlé du logement, mais le peu qu'il en a dit est très dangereux :

**1 - Isolation thermique de 700 000 logements par an**, s'annonce comme le principal investissement public dans le secteur. Faute d'un encadrement strict, les bailleurs vont augmenter les loyers. Plus d'expulsions, plus de loyers chers, plus de mal logement ...

**Il faut interdire la hausse de loyers après des travaux d'isolation, baisser les loyers des passoires thermiques du montant du surcout de dépense énergie du locataire, loyer des passoires thermiques E et G à 0€, comme les logements insalubres. Pas d'expulsion, relogement !**

**2 - Extension de la garantie VISALE** à d'autres publics que les salariés notamment aux jeunes. VISALE est une garantie contre les impayés de 3 ans et les éventuelles dégradations, censée aider un candidat locataire à accéder.

Au fil des hausses de loyer depuis 40 ans, des garanties publiques et privées ont été créées, pour assurer la rente des bailleurs privés. Plus les loyers sont garantis, plus ils augmentent. L'extension de VISALE, sous des dehors

« sympa » est donc une mesure inflationniste, si elle n'est pas complétée à une baisse générale des loyers.

**Au lieu de garantir des loyers chers, il faut les baisser, tous et partout et relever les APL. C'est la meilleure garantie contre les impayés, et la plus efficace pour redonner du pouvoir d'achat aux classes populaires.**

**3 - Le « fichier des mauvais payeurs »** : Macron, accède à une revendication phare des bailleurs privés et des agents immobiliers, dont l'objectif là encore est de réduire les risques produits par les loyers chers : un fichier

**La mesure est brutale car elle rendrait impossible l'accès à un autre logement des ménages fichés, les condamnant à vivre sans logement, à squatter ou à quitter le pays. 1,6 millions de convocations au tribunal délivrées en 10 ans pour impayé : 13% des locataires !**

**Il faut : un service public pour contrôler et sanctionner la fraude aux rapports locatifs massive chez les bailleurs, (encadrement des loyers, gel des loyers à la relocation, surévaluation de la surface, non respect des normes de décence, des règles Airbnb&Co, des congés frauduleux), et l'aide fiscale à l'investissement locatif...**

## **MOBILISATION Jeudi 12 Mai, à partir de 17h devant le Ministère du logement (ou ce qui en tiendra lieu)**

**4 - Décentraliser les politiques du logement** : En l'absence de lois encadrant efficacement les obligations des collectivités, notamment en matière de logement social, de contrôle des loyers et de la spéculation, cette mesure va impacter durement les quartiers populaires anciens ou HLM, et aggraver les discriminations urbaines.

Les politiques locales du logement dans les communes riches c'est le refus de produire des logements sociaux et d'encadrer des loyers, mais les politiques d'urbanisme créent partout de « l'épuration sociale », en zones tendues, chassant les ménages modestes toujours plus loin des centres et dans des conditions de logement dégradées.

La dernière loi logement de Macron a la loi SRU. Elle a également renforcé la marchandisation des logements sociaux dans les opérations ANRU.

**Il faut : Renforcer le contrôle des politiques sociales du logement et la protection des droits des sans logis, des mal logés et des locataires ; Passer de 25 à 30% de HLM dans chaque commune tendue ; Cesser les démolitions HLM en réhabilitant pour et avec les habitants.**

**5 - 100 000 logements sociaux par an** : Après la suppression des aides d'État à la construction de logements sociaux, Macron baisse les objectifs de nouveaux HLM, et

pour cause il est passé de 90 000 nouveaux logements sociaux en 2018 à moins de 60 000 en 2021...

**Il faut 300 000 HLM/an, à bas loyer, pour répondre aux 2,2 millions de demandes HLM.**

**6 - Conclusion** : Le programme logement de Macron annoncé est dangereux. **Mais ce qu'il n'a pas dit est encore plus, comme il l'a prouvé lors de son 1<sup>er</sup> mandat**, avec la baisse des APL, la suppression des aides à la pierre, la loi ELAN, les mesures anti pauvres contre les squatters et les voyageurs, la fragilisation de la loi SRU, mesures qui n'ont jamais été annoncées dans son programme électoral !

Cette fois, il y a menace de privatisation des HLM, d'accélération des expulsions, de dérégulation complète des loyers et des baux, de nouvelles baisses des APL avec la fusion des aides sociales, encore plus de cadeaux pour les riches, les spéculateurs, et les groupes financiers, de criminalisation des squatters. C'est la hausse des expulsions, du nombre de sans abris de mal logés et des fins de mois toujours plus dures pour les locataires

**Dès maintenant combattons ce projet qui menace les droits des locataires, des mal logés et des sans logis, ainsi que le logement social et le climat, tous sacrifiés sur l'autel du profit et de la rente !**

## **Un toit c'est un droit !**

Créer un comité de locataires, appuyer la lutte des mal logés et des sans logis – Contact : [militant@droitaulogement.org](mailto:militant@droitaulogement.org)

« Droit Au Logement » - 29 Av Ledru-Rollin 75012 Paris [sec@droitaulogement.org](mailto:sec@droitaulogement.org) • <http://www.droitaulogement.org/> • <https://www.facebook.com/droitaulogement>

**BASTILLE : la lutte des DALOs avance. Après les engagements de relogement pris par l'État vendredi, on attend l'hébergement décent des familles sans abris. Donc la lutte continue !**